

Délégation accrue des pouvoirs d'approvisionnement pour les ministères fédéraux

5 avril 2023

L'atelier régional de l'ICMMP à Winnipeg

Présenté par :
Services publics et approvisionnement Canada
Secteur de la politique stratégique



Services publics et
Approvisionnement Canada

Public Services and
Procurement Canada

Canada

Modernisation de l'approvisionnement

- Dans le cadre de l'initiative de modernisation de l'approvisionnement, SPAC a optimisé l'approvisionnement pour le rendre plus simple pour les ministères clients et moins contraignant pour les fournisseurs. Il a également misé sur le soutien des fournisseurs pour atteindre les objectifs des politiques économiques, environnementales et sociales du Canada.
- La délégation de pouvoirs en matière d'acquisition contribuera à l'atteinte de ces objectifs comme suit :
 - élargir le pouvoir exclusif de la ministre quant à l'acquisition de services et services de construction, en plus des biens;
 - déléguer les trois pouvoirs d'acquisition (de biens, de services et de services de construction) à des ministères et des organismes selon les limites fixées par le Conseil du Trésor.
- On uniformisera ainsi les activités d'approvisionnement du gouvernement fédéral et on les simplifiera pour les fournisseurs, on accordera aux ministères clients une plus grande autonomie en matière d'acquisition de biens et on garantira que les politiques sociales et environnementales sont appliquées uniformément lors des acquisitions fédérales.

Pouvoirs en matière d'acquisition de biens

- Selon la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSG)*, la ministre de SPAC détient l'autorité exclusive d'acquisition de biens pour le gouvernement fédéral.
 - En 2007, la ministre de SPAC a octroyé à ses homologues une délégation de l'autorité de passation des marchés en matière de biens leur permettant de conclure des contrats d'approvisionnement de biens d'une valeur maximale de 25 000 \$.
 - Depuis, la ministre de SPAC a octroyé une délégation de pouvoirs d'achat en matière de biens supérieure à 25 000 \$ à quelques ministres.
- Certaines entités gouvernementales fédérales peuvent acquérir des biens aux termes de leurs propres pouvoirs conformément à leur loi habilitante (Revenu Canada et Services partagés Canada, p. ex.).
- La *Directive sur la gestion de l'approvisionnement* du Conseil du Trésor établit les limites de base selon lesquelles les ministères peuvent conclure des contrats sans devoir solliciter l'approbation du Conseil du Trésor.
 - Biens et services de construction: 750 000 \$ compétitif / 100 000 \$ non-compétitif;
 - Services: 3,75M \$ compétitif / 200 000 \$ non-compétitif

Pouvoirs exclusifs en matière de services et de services de construction

- ◆ Dans le cadre de la *Loi d'exécution du budget* de 2005, la *Loi sur le ministère des TPSG* a été modifiée afin d'octroyer au ministre de SPAC le pouvoir exclusif de passation des marchés en matière de services et de services de construction.

- ◆ L'article 9 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Pouvoirs soustraits à d'autres autorités

9. Sauf dans la mesure où il les a délégués et sous réserve des conditions que le Conseil du Trésor peut imposer ou des règlements d'application du présent article éventuellement pris par celui-ci, la ministre exerce, en matière d'acquisition et de fourniture de matériel et de services, y compris les services de construction mais à l'exclusion des services juridiques, pour le compte d'un ministère, les pouvoirs accordés à cet égard à un ministre, à une autre ministre ou à une autre autorité sous le régime d'une loi fédérale ou de toute autre règle de droit.

- ◆ Cette modification n'est jamais entrée en vigueur.

Proposition – Instruments de délégation révisés

- SPAC propose de prendre les mesures nécessaires pour que la modification législative octroyant le pouvoir exclusif d'acquisition de services et de services de construction à la ministre de SPAC entre en vigueur.
- Par la suite, SPAC proposerait de nouveaux instruments de délégation aux ministères clients et organismes afin d'autoriser :
 - la délégation de leurs pouvoirs d'acquisition de biens, de services et de services de construction conformément aux limites mentionnées dans la *Directive sur la gestion de l'approvisionnement*.
- Pour la plupart des ministères, ce changement élargirait leurs pouvoirs en matière d'acquisition de biens, mais n'entraînerait aucun changement de leur pouvoirs actuels en matière d'acquisition de services et de services de construction.
- Dans le cadre de ces nouveaux instruments de délégation, SPAC exigerait que les ministères « fassent de leur mieux » pour utiliser le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat.

Avantages attendus

- ◆ La révision des instruments de délégation dans le but d'assurer l'harmonisation aux limites présentées dans la *Directive sur la gestion de l'approvisionnement*, permettra :
 - d'améliorer l'efficacité en incitant les ministères clients à recourir aux outils d'approvisionnement de SPAC;
 - d'accorder une plus grande autonomie aux ministères clients et un contrôle accru sur un volume plus important d'activités d'approvisionnement de biens de faible valeur.
- ◆ L'utilisation uniforme du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat permettra collectivement aux ministères et aux organismes d'être davantage en mesure de tirer parti de l'approvisionnement afin d'atteindre les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du gouvernement du Canada, en plus de normaliser les contrats du gouvernement fédéral.
- ◆ Cela devrait contribuer à réduire les risques liés à l'application de plusieurs normes et procédures et rendre l'approvisionnement plus simple et plus prévisible pour les fournisseurs.

Prochaines étapes

Présenter une recommandation à la ministre de SPAC pour qu'elle approuve :

- ◆ la délégation de pouvoirs en matière d'acquisition de biens, de services, de services de construction, les pouvoirs spéciaux de passation de marchés et les pouvoirs de passation de marchés en cas d'urgence aux ministères et aux organismes conformément aux limites du Conseil du Trésor;
- ◆ l'ajout d'un libellé dans les instruments de délégation pour inciter les ministères clients à « faire de leur mieux » pour utiliser le Guide des approvisionnements et le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat;
- ◆ la mise en vigueur des modifications à la *Loi sur le ministère des TPSG* par le biais d'un décret en conseil.